

Analyse économique et historique des sociétés contemporaines

Copie d'un candidat

Le sujet est replacé dans une perspective historique. Les fondamentaux sont connus (typologie de Balassa, triangle d'incompatibilité de Mundell,...) de même que les auteurs qui se sont exprimés récemment sur la pertinence de garder ou non la zone euro (Rosa, Cotta, Fitoussi, Aglietta,...). La problématique est clairement posée et le plan adopté est convaincant.

* * *

«L'Europe sera monétaire ou ne se sera pas. » Que pensez-vous de cette affirmation?

Sortir de l'euro ou mourir à petit feu, c'est le titre évocateur du dernier ouvrage d'Alain Cotta, publié en plein contexte de crise de l'euro, et qui ne semble pas donner un avenir très prometteur à la monnaie européenne.

Pourtant, l'union économique et monétaire apparaissait comme une des meilleures choses qu'il puisse arriver à l'Europe d'après guerre, lors de la conférence de la Haye en 1969, puis le plan Jacques Delors de 1989 instaurant les étapes de la mise en place de l'euro avait alors été chaleureusement accueilli. Ainsi l'Europe s'est dotée d'une monnaie unique que dix sept pays ont aujourd'hui adoptée, abandonnant leur monnaie nationale et octroyant les rennes de la politique monétaire à l'organisme unique qu'est la BCE. Cependant la crise de l'euro laisse aujourd'hui perplexe sur les bienfaits supposés de la monnaie unique et certains économistes et politiques n'hésitent pas à dénoncer cette « erreur du passé » et à envisager l'Europe sans l'euro. Ainsi, l'Europe avait-elle besoin d'une monnaie unique pour prospérer ?

Notre première partie montrera en quoi l'union monétaire était une suite logique, nécessaire et prometteuse à la construction européenne. Puis dans un deuxième temps nous verrons que la monnaie unique ne semblait et ne semble pas être indispensable à l'Europe. Enfin, nous terminerons en nous interrogeant sur le sort de l'euro et de la zone euro.

En 1999, l'euro devient la monnaie unique de onze pays européens et les pièces et billets entrent en circulation au 1^{er} Janvier 2002. On peut alors montrer que l'union monétaire choisie par les européens est une suite logique, nécessaire et prometteuse à la construction européenne.

Tout d'abord une suite logique car, en effet, la coopération monétaire entre les pays européens n'est pas un fait récent puisque déjà au XIX^e siècle, alors que la France et le Royaume-Uni dominaient l'Europe, Napoléon I^{er} instaura l'Union monétaire latine entre différents pays qui s'engageaient alors à accepter la monnaie étrangère comme instrument des échanges pour ainsi stimuler ces derniers. Mais plus récemment, on peut dire que l'union monétaire est en fait la suite logique de la construction européenne si on en croit la typologie de B.Balassa. En effet, depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale avec la mise en place de la CECA, l'Europe est tour à tour passée par les différents stades de l'intégration régionale que sont la zone de libre échange, l'union douanière, le marché commun, l'union économique puis l'union économique et monétaire lors du choix de la monnaie unique, contrairement à ce que les anglais avaient proposé avec une monnaie commune. Si on se tourne plus particulièrement vers la coopération monétaire entre les pays européens depuis 1945, on peut tout d'abord noter une première étape avec l'union européenne des paiements qui a permis de partager l'aide financière américaine du plan Marshall de 1947 afin de mener au mieux la reconstruction de l'Europe et de pallier la pénurie de dollars des années 1950 pour enfin reconstituer les réserves de dollars indispensables au bon fonctionnement du nouveau système monétaire international mis en place en 1944 à Bretton Woods. Cette première union monétaire disparaît en 1959 avec la reconstitution des réserves mais rapidement, la chute des réserves d'or des Etats-Unis et les débuts de la mobilité des capitaux avec le système des eurodollars constituant le début du déclin de Bretton Woods entraînent une nouvelle volonté de coopération monétaire en Europe et en 1969, l'union monétaire est choisie à la conférence de la Haye. Vont alors se succéder le Serpent monétaire européen, puis le SME afin de contenir les variations des changes. Enfin, l'importance croissante du commerce intra-européen a pu justifier l'union monétaire.

D'autre part l'Europe monétaire s'est avérée nécessaire à la prospérité de l'Europe. En effet, en 1971, Nixon suspend la convertibilité du dollar alors que la Buba laisse flotter le mark. C'est la fin du système de Bretton Woods et le début effectif des changes flottants. Cependant en 1962 les pays européens ont mis en place la politique agricole commune qui ne supporte pas vraiment la flexibilité des changes dans la mesure où les produits agricoles doivent conserver un prix unique. C'est donc dans l'objectif de sauver la PAC que le Serpent monétaire est mis en place en 1972 aux accords de Bâle. Il limite les fluctuations des changes entre les monnaies européennes car les marges de fluctuations par rapport au dollar sont trop élevées.

Malgré un échec, le Système Monétaire Européen (SME) est mis en place en 1979 afin de prolonger la coopération monétaire et de limiter les marges de fluctuations pour ensuite permettre l'instauration de la monnaie unique. On peut ajouter que cette coopération monétaire a permis de cimenter la paix entre les pays européens, déjà initiée avec la coopération économique et commerciale d'après-guerre.

Enfin, l'Europe monétaire est une suite prometteuse à la construction européenne dans la mesure où les bienfaits de la monnaie unique ne sont pas négligeables. En effet, la monnaie unique peut être facteur de croissance, notamment dans une région déjà fortement intégrée, puisqu'elle permet l'accès à un plus grand marché, ce qui, selon l'expression de P. Verley (L'échelle du Monde 1997), favorise une «croissance smithienne». L'augmentation des débouchés stimule l'offre et les consommateurs ont un accès plus facile à des produits différenciés. De plus, avec cette ouverture régionale, c'est la concurrence qui est stimulée, garantissant aux ménages des prix bas. Si les pays industrialisés trouvent ainsi plus de débouchés à leurs produits, les petits pays d'Europe du Sud y ont aussi trouvé leur compte puisqu'avec la fixation des parités de 1999 et l'unicité de la politique monétaire, ils ont pu, dans un premier temps du moins, profiter de l'unicité des taux d'intérêts et mettre fin aux «primes de risques» qui renchérisaient leurs emprunts. Cela a stimulé leur croissance et permis un certain rattrapage économique. Enfin avec l'unicité du taux de change, les dévaluations compétitives ont été évitées. Ainsi, la monnaie unique a profité à tous les pays de la zone euro.

Pourtant, la monnaie unique ne semblait pas et ne semble toujours pas indispensable à la prospérité de l'Europe : en effet déjà en 1957, le Traité de Rome ne mentionnait pas d'union monétaire et le refus du Danemark d'adopter l'euro en 1993 montre qu'il n'était bien qu'une option.

L'Europe n'était peut être pas la candidate idéale à l'adoption d'une monnaie unique comme nous montre la théorie des zones monétaires optimales de Robert Mundell en 1961, qui pourtant était un partisan de l'euro. L'Europe n'est clairement pas une zone monétaire optimale dans la mesure où, même si les échanges y sont nombreux, elle regroupe des pays très différents en termes de développement économique, de spécialisation, de niveau d'inflation et de croissance. Ainsi un choc asymétrique ne touche pas tous les pays de la même manière et peut nécessiter une autonomie de la politique monétaire. Cependant avec la monnaie unique, la dévaluation est impossible. De plus, le facteur travail n'est pas réellement mobile pour des raisons culturelles comme la langue, il ne peut donc pas être une solution à des chocs asymétriques. Enfin, le budget européen ne représentant que 1% du PIB de la zone et la fiscalité n'étant pas harmonisée, les chocs asymétriques ne peuvent définitivement pas être gérés correctement si on croit la théorie.

Dans la pratique, on peut remarquer la difficulté de la mise en place de l'euro et les défauts actuels de ses institutions. En effet, rappelons que le serpent monétaire s'est soldé par un échec puisque, du fait du différentiel d'inflation entre les pays, les marges de fluctuations étaient intenable pour les pays à monnaie faible qui devaient se référer au mark fort. Ainsi les taux d'intérêt imposés par l'Allemagne pour lutter contre l'inflation étaient contradictoires avec les fondamentaux, notamment ceux de la France qui était touchée par le chômage en raison du choc de 1973. Pourtant on met en place le SME dont le bilan est finalement mitigé puisque les marges de fluctuations augmentent à plus ou moins 15% en 1993 du fait d'attaques spéculatives. Il convient aussi de noter le caractère profondément asymétrique du système qui œuvre en faveur de l'Allemagne alors que celle-ci n'est pas très coopérative avec ses voisins, bâtissant ses excédents sur leurs déficits, tel «un dealer de drogue» selon les mots de B. Gros Lambert en 2010. De plus, l'instauration d'une TVA sociale en 2007 serait pour l'Allemagne l'équivalent d'une dévaluation compétitive qui défavorise ses partenaires européens.

B. Eichengreen (Un privilège exorbitant 2011) dénonce une «monnaie sans état» dont les institutions possèdent bien des défauts. La banque Centrale Européenne (BCE) ne joue pas réellement son rôle de prêteur en dernier ressort puisqu'elle ne peut pas acheter des obligations des Etats sur le marché primaire. De plus, avec la clause de non renflouement, on n'a donc pas une véritable solidarité entre les pays, ce qui peut poser problème quand un pays comme la Grèce va mal. D'autre part, la politique monétaire est unique alors que les politiques budgétaires sont nationales, ce qui peut alors être contradictoire avec les besoins de l'économie nationale qui se voit obligée de restreindre ses dépenses publiques dans certains cas. Le pacte de stabilité de la croissance mis en place à Amsterdam en 1997 a pour objectif de garantir un déficit public inférieur à 3% et une dette inférieure à 60% afin de faire en sorte que politique budgétaire et

monétaire soient compatibles. Mais il est dénoncé comme étant «procyclique» et comme plongeant l'Europe dans la «croissance molle» (Fitoussi Le débat interdit 1995).

Ainsi, l'euro entre en crise alors que le monde est frappé par une crise économique majeure depuis 2008. En effet, la monnaie unique a donc permis aux pays du «Club Med» (Espagne, Portugal, Italie, Grèce) de bénéficier de taux d'intérêts nominaux faibles, et du fait d'une inflation élevée, les taux d'intérêts réels sont devenus négatifs. On assiste alors à une euphorie générale dans ces pays qui stimule la croissance fondée sur le crédit. Mais avec la crise de 2008, la situation se retourne, les investisseurs prennent peur et retirent massivement les capitaux. La solvabilité de ces pays devient douteuse et leur taux d'intérêt obligataire augmente fortement si bien qu'alors que l'Allemagne s'endette à 3%, la Grèce doit supporter des taux proches de 25%, ce qui l'a rend alors totalement insolvable.

Ainsi, la monnaie unique n'a pas que des avantages et peut être que l'Europe aurait pu, ou dû, s'en passer.

Pour autant, faut-il sortir de l'euro ?

La crise de l'euro survient dans un contexte particulier - celui d'une crise de la construction européenne, elle-même intervenant dans la crise économique débutée en 2008. Ainsi Jean-Jacques Rosa (L'euro comment s'en débarrasser ? 2011) démontre qu'il ne faudrait pas sauver l'euro dans la mesure où avec la mondialisation, l'intégration économique et monétaire n'est pas le chemin à suivre et qu'un vaste marché intérieur n'est plus forcément facteur de croissance économique. Mais sortir de l'euro serait coûteux pour la plupart des pays membres et se paierait au prix de fortes dévaluations, surtout pour les pays dont les monnaies nationales étaient «faibles». Cependant, Alain Cotta (Sortir de l'euro ou mourir à petit feu) souligne que la solution de garder l'euro ainsi et de laisser l'Allemagne imposer son diktat n'est pas non plus une promesse de sortie de crise.

C'est pourquoi de nombreux économistes s'accordent sur l'importance de développer un certain fédéralisme européen sur plusieurs plans. Michel Aglietta tout d'abord, dans Zone euro = fédéralisme ou fragmentation (2012), s'impose comme le défenseur du fédéralisme européen. Pour lui, il faudrait tout d'abord constituer un véritable budget européen permettant une réelle action à l'échelle de la zone. Il recommande également une harmonisation des fiscalités nationales pour plus de coopération. De plus, il se prononce en faveur des eurobonds, obligations européennes qui permettraient de mutualiser la dette des Etats membres et d'alléger ainsi les comptes des Etats fortement endettés comme la Grèce. Il propose aussi des « eurobonds verts » en lien avec l'écologie, prochaine source de croissance pour lui. Il est également important que la BCE puisse monétiser la dette des Etats par l'achat des titres de dette publique sur le marché primaire. Le but étant, comme le propose Jean Paul Fitoussi, de renouer avec une croissance digne de ce nom en Europe et de mettre fin à l'austérité imposée par l'Allemagne qui entretient la « croissance molle ». Pour cela, Paul Krugman affirme que «l'inflation est la solution» - il faudrait accepter un peu d'inflation (environ 4 ou 5% par an) pour faire baisser les salaires réels, en particulier dans les pays d'Europe du Sud, pour ainsi relancer la compétitivité européenne.

Ainsi, on remarque que pour la plupart des économistes, l'euro n'est pas à bannir et malgré la crise, il convient d'essayer de le sauver pour également sauver l'Europe.

En définitive malgré le fait que le fondateur Traité de Rome ne prédestinait pas l'Europe à l'union monétaire, les évolutions du XXe siècle l'ont encouragée à partir dans ce sens, avec les avantages et inconvénients que cela implique. Malgré sa crise aujourd'hui, il ne faut pas oublier que l'euro a fait mieux que la réunion des monnaies avant lui et qu'il pourrait concourir au titre de monnaie internationale d'un SMI « multipolaire » (J. Mistral).

Jean Monnet, l'un des pères de l'Europe, disait « l'Europe se fera par les crises », d'où le fait que la crise actuelle n'est peut-être que la suite logique de la construction européenne et qu'elle va permettre une plus grande coopération. Ainsi, maintenant que l'Europe est monétaire, on peut dire que oui, elle le sera, ou ne sera plus grand chose dans l'économie mondiale.